



## Arrêt

n° 257 693 du 6 juillet 2021  
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile :     **au cabinet de Maître BASHIZI BISHAKO**  
                                      **Avenue Louise 441/13**  
                                      **1050 BRUXELLES**

contre :

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la  
Simplification administrative et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la  
Migration**

### **LE PRÉSIDENT DE LA 1<sup>ère</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 3 juin 2016, par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à la suspension et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, pris le 19 avril 2016.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 15 avril 2021 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 28 avril 2021.

Vu l'ordonnance du 8 juin 2021 convoquant les parties à l'audience du 25 juin 2021.

Entendu, en son rapport, S. BODART, premier président.

Entendu, en leurs observations, Me R. OMBAL BUILA *loco* Me BASHIZI BISHAKO, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

1. Entendu à sa demande, l'avocat de la requérante informe le Conseil à l'audience que cette dernière a quitté la Belgique et est retournée vivre dans son pays d'origine.

2. La partie requérante ne peut expliquer pour quelle raison elle a, dans ces conditions, demandé à être entendue après une ordonnance concluant au défaut d'intérêt actuel au recours. Elle convient toutefois qu'elle n'a plus d'intérêt à son recours.

3. Il s'ensuit qu'il y a lieu de rejeter le recours pour défaut d'intérêt au sens de l'article 39/56, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique**

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le six juillet deux mille vingt et un par :

M. S. BODART, premier président,

M. P. MATTA, greffier.

Le greffier, Le président,

P. MATTA

S. BODART